

## APPEL pour le FINANCEMENT « MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUE » 2025

<p><b>1. Titre de l'action et acronyme :</b> Repenser les militantismes institutionnels : illibéralismes, participation et (dé)mobilisation - RMI</p>
<p><b>2. Type (journées d'études, séminaire, formation ...):</b> Colloque international</p>
<p><b>3. Nom et laboratoire du porteur :</b> Yoletty BRACHO - JPEG</p>
<p><b>4. Coordonnées du/de la gestionnaire de laboratoire</b>  Nom : Sophie TAILLAN  Email : sophie.taillan@univ-avignon.fr</p>
<p><b>5. Axe(s) et ou projet concerné(s) :</b> Axe 3 : Politique(s), transparence et éthique</p>
<p><b>6. Descriptif argumenté :</b> voici un résumé. L'argumentaire détaillé se trouve <b>en pièce jointe</b>.</p> <p>La question du militantisme institutionnel a fait l'objet, en France, de nombreux travaux dans les années 1990 et 2000, que ce soit dans le domaine environnemental, les politiques du genre, ou de la politique de la ville. S'il a moins été travaillé depuis, cet enjeu a, à l'inverse, suscité des recherches nourries à l'étranger, en Amérique latine notamment. Au croisement d'approches disciplinaires diverses (science politique, sociologie, anthropologie, urbanisme), l'objet de ce colloque est donc de remettre sur le métier l'étude du militantisme institutionnel en l'interrogeant à la lumière des divers contextes politiques ainsi étudiés, et en particulier à l'aune des dynamiques autoritaires et illibérales qui, se faisant jour de façon croissante dans les Nords comme dans les Suds, façonnent les formes d'engagement des agents publics.</p>
<p><b>7. Liste des participants pressentis :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rebecca ABERS, professeure en science politique à l'Université de Brasília - Institut de science politique.</li> <li>- Amin ALLAL, chargé de recherche en science politique au CNRS, Université de Lille - CERAPS.</li> <li>- Adrien BIDAUD-BONOD, doctorant en science politique, Université Lumière Lyon 2 - TRIANGLE.</li> <li>- Lina BENCHEKOR, doctorante en science politique, Université Aix-Marseille - MESOPOLHIS.</li> <li>- Claire BENIT-GBAFFOU, maîtresse de conférences en urbanisme, Université Aix-Marseille - MESOPOLHIS.</li> <li>- Carla BEZERRA DE PAIVA, chercheuse en science politique, Université de Brasília - CEBRAP &amp; Directrice de la Participation digitale du secrétariat général de la présidence du Brésil.</li> <li>- Lorenzo BARRAULT-STELLA, chargé de recherche HDR en sciences sociales du politique au CNRS, Université Paris 8 - CSU - CRESPPA.</li> </ul>

- Yoletty BRACHO, maîtresse de conférences contractuelle en science politique, Avignon Université - JPEG.
- Jean Louis BRIQUET, directeur de recherche en science politique au CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - CESSP.
- Mathis D'AQUINO, chargé d'enseignement en science politique, Sciences Po Bordeaux - Centre Emile Durkheim.
- Alice DAQUIN, chercheuse postdoctorale en sociologie et anthropologie, Université d'Amsterdam.
- Baptiste GIRAUD, maître de conférences HDR en science politique, Université Aix-Marseille - LEST.
- Guillaume GOURGUES, maître de conférences en science politique, Université Lumière Lyon 2 - TRIANGLE.
- Ouassim HAMZAOUI, maître de conférences en science politique, Avignon Université - JPEG.
- Jonas LEFEBVRE, doctorant en science politique, Université de Montréal - ERIGAL.
- Adrien MOLLARET, post-doctorant en science politique, INRAE.
- Magali NONJON, maîtresse de conférences en science politique, Sciences Po Aix - MESOPOLHIS.
- Noelia NOYA IGLESIAS, doctorante en sociologie, EHESS / Université nationale Général Sarmiento (Argentine) - CMH / CERREV.
- Nadia OKBANI, maîtresse de conférences en science politique, Université Toulouse Jean Jaurès - CERTOP.
- Pablo CORROYER, chercheur postdoctoral en science politique, Université de Lille - CERAPS.
- Marie Hélène SA VILAS BOAS, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Côte d'Azur - ERMES.
- Jessica SAINTY, maîtresse de conférences en science politique, Avignon Université - JPEG.
- Cécile TALBOT, chercheuse postdoctorale en science politique, Université Lumière Lyon 2 - Centre Max Weber.
- Julien TALPIN, directeur de recherche HDR en science politique au CNRS, Université de Lille - CERAPS.
- Carlos G. TORREALBA M, chercheur associé en sciences sociales, Université Autonome du Mexique - IISUNAM.
- Gabriel VOMMARO, professeur en sociologie politique, Université nationale de San Martín (Argentine)- EIDAES.
- Justine ZELLER, maîtresse de conférences en histoire, Université de Toulouse Jean Jaurès - FRAMESPA.

**8. Budget total de l'action/budget demandé : 15 000 euros / 1500 euros**

+ Co-financement(s) éventuel(s) :

- Institut CPSN (financement obtenu) : 6000 euros
- Commission recherche (financement obtenu) : 1 000 euros
- JPEG (financement obtenu) : 2 000 euros

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Laboratoire CERAPS - Université Lille (financement obtenu) : 1 500 euros</li><li>- GIS Démocratie et participation (financement obtenu) : 3 000 euros</li></ul> |
|---|

<p>9. Programme provisoire : <b>en pièce jointe.</b></p>
--

Le formulaire renseigné est à transmettre à : [fr-aporantic@univ-avignon.fr](mailto:fr-aporantic@univ-avignon.fr) sous la forme ACRONYME\_ AnimFR\_2025

Les demandes seront examinées au fil de l'eau jusqu'au 14 Novembre 2025.

**Descriptif argumenté :** Colloque international « Repenser les militantismes institutionnels. Illibéralismes, participation et (dé)mobilisations » Avignon, 19 et 20 juin 2025.

## 1. Contexte de recherche

La question du militantisme institutionnel a fait l'objet, en France, de nombreux travaux dans les années 1990 et 2000, que ce soit dans le domaine environnemental<sup>1</sup>, les politiques du genre<sup>2</sup>, ou de la politique de la ville<sup>3</sup>. S'il a moins été travaillé depuis, cet enjeu a, à l'inverse, suscité des recherches nourries à l'étranger, en Amérique latine notamment<sup>4</sup>. L'objet de ce colloque est donc de remettre sur le métier l'étude du militantisme institutionnel en l'interrogeant à la lumière des divers contextes politiques ainsi étudiés, et en particulier à l'aune des dynamiques autoritaires et illibérales qui, se faisant jour de façon croissante dans les Nord comme dans les Suds, façonnent les formes d'engagement des agents publics.

Le « militantisme institutionnel » ou l'*inside activism* peut être défini comme toute action proactive de personnes occupant une position au sein d'une bureaucratie publique, pour faire avancer une « cause ». La notion de militantisme institutionnel permet ainsi d'interroger et de mettre en lumière le rôle de fonctionnaires politisé.e.s ou de travailleuses et travailleurs sociaux militant.es, sans que cet engagement soit nécessairement relié à une organisation collective structurée. En octroyant des financements, en légitimant des actions, en mettant à disposition des locaux, en diligentant des études qui peuvent bénéficier aux mobilisations en légitimant leurs revendications, ces dernier.es cherchent à infléchir des rapports de force politiques. Les brèches, divisions et contradictions internes au sein des mondes institutionnels peuvent constituer des opportunités pour les actions contestataires. Y compris au sein de l'institution policière, malgré un fort esprit de corps, des failles et des lanceurs d'alerte ont toujours existé. Dans son livre sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme, Abdellali Hajjat donne l'exemple d'un préfet de police venu briser cette solidarité organique en dénonçant publiquement une compagnie de CRS coupable de violences sur des jeunes dans un supermarché des Minguettes (Vénissieux)<sup>5</sup>. Plus récemment, le lieutenant de police Éric Roman a joué un rôle déterminant dans la dénonciation du profilage racial, en transmettant au Défenseur des droits des ordres écrits de sa hiérarchie demandant de « contrôler tous les Noirs et les Nord Africains ». Dans d'autres secteurs d'action publique, comme la lutte contre les discriminations raciales, la constitution d'un réseau informel de professionnel.le.s militant.e.s s'est avérée décisive dans les timides avancées qui ont pu exister dans ce domaine depuis les années 1990. Marie-Christine Cerrato Debenedetti a bien décrit comment ces fonctionnaires, centraux ou territoriaux, ont pu contribuer tant à la légitimation de la cause qu'à l'octroi de financements pour certaines associations

---

<sup>1</sup> C. Spanou, *Fonctionnaires et militants. L'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, Paris, L'Harmattan 1992.

<sup>2</sup> L. Bereni, A. Revillard, « Des quotas à la parité : “féminisme d'État” et représentation politique (1974-2007) », *Genèses*, n° 67, vol. 2, p. 5-23; A. Revillard, *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016 ; A. G. Mazur, D. McBride Stetson (dir.), *Comparative State Feminism*, Londres, Sage, 1995.

<sup>3</sup> Voir notamment : M. Nonjon, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, n° 70, vol. 2, 2005, p. 89-112 ; S. Tissot, « Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les “quartiers” », *Politix*, n° 70, vol. 2, 2005, p. 71-88

<sup>4</sup> Voir à ce sujet : R. Abers, L. Tatagiba, « Institutional Activism: Mobilizing for Women's Health from Inside the Brazilian Bureaucracy », in F. M. Rossi, M. von Bülow (dir.), *Social Movements in Latin America: New Theoretical Trends and Lessons from Mobilized Regions*, Londres, Ashgate, 2014, p. 73-120, p. 73 ; et plus récemment C. Bénit (dir.), *Local officials and the struggle to transform cities, A view from post-apartheid South Africa*, London, ULC Press, 2024.

<sup>5</sup> A. Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam, 2013. Plus largement, voir A. Delfini, J. Talpin, J. Vulbeau (dir.) *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du septentrion, 2021.

mobilisées sur cet enjeu, avant que des réformes institutionnelles ne viennent remettre en cause la place de ces fonctionnaires militant.e.s<sup>6</sup>.

Au-delà du contexte français, en Amérique latine, les militantismes institutionnels se développent en particulier en contexte « d'impératif participatif », où la participation est censée rapprocher les populations les plus éloignées du champ politico-administratif, notamment les classes populaires, et répondre ainsi aux limites de la démocratie représentative<sup>7</sup>. De ce fait, le militantisme institutionnel pose la question de la capacité des acteurs individuels ou collectifs insérés dans les institutions publiques à y faire avancer les causes des organisations qu'ils représentent. Plus précisément, il s'agit d'observer de quelle manière et dans quelle mesure l'arrivée dans les administrations d'acteurs ayant préalablement une carrière militante produit des effets sur la définition et la mise en place des politiques publiques. À ce questionnement répond celui des conséquences d'un tel recrutement sur les carrières individuelles et collectives des acteurs mobilisés<sup>8</sup>. En effet, si « la démocratie participative constitue un répertoire de l'action publique et de l'action collective »<sup>9</sup>, il paraît important de questionner la manière dont des acteurs issus du monde militant se saisissent de ce répertoire<sup>10</sup>. Plus récemment, l'arrivée de gouvernements illibéraux, dont celui de Bolsonaro au Brésil, ou plus explicitement autoritaires, dont celui de Maduro au Venezuela, a provoqué des processus de désinstitutionnalisation de la participation qui vont de la réduction de l'investissement public dans les programmes participatifs, jusqu'à l'approbation de lois qui viennent lourdement contraindre les dispositifs de participation citoyenne<sup>11</sup>. Dans ce contexte, les militantismes institutionnels peuvent se déployer comme des formes de résistance aux évolutions de l'action publique imposées par les acteurs qui dominent le champ politico-administratif<sup>12</sup>. Ils peuvent aussi être déstructurés ou gelés, parfois appelant à des reconversions professionnelles à part entière de la part de militant.e.s préalablement engagés au sein des institutions publiques<sup>13</sup>.

## 2. Thématique du colloque

Ce colloque se propose de questionner les militantismes institutionnels à l'aune des illibéralismes qui travaillent l'exercice du pouvoir institutionnel. Pour déplier ces questionnements, nous proposons cinq axes au sein desquels peuvent s'inscrire les propositions de communication.

## 3. Axes, sessions, modalités d'organisation (voir programme prévisionnel)

- 4 panels réunissant les communications sélectionnées, chacun confié à deux membres du comité scientifique qui assureront la modération et la discussion des travaux.,

---

<sup>6</sup> M.-C. Cerratto de Benedetti, *La lutte contre les discriminations ethno-raciales en France. De l'annonce à l'esquive (1998-2016)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

<sup>7</sup> M.-H. Bacqué, H. Rey, Y. Sintomer, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2004.

<sup>8</sup> L. Barrault-Stella, A. Maillet, G. Vommaro, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains "exotiques" à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées », *Gouvernement et action publique*, n° 8, p. 9-34.

<sup>9</sup> M.-H. Sa Vilas Boas, *Du quartier à l'État : sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens*, Université d'Aix-Marseille, 2012, p. 34.

<sup>10</sup> L. Perelmiter, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, San Martín, Universidad Nacional de San Martín, 2016.

<sup>11</sup> C. De Paiva Bezerra, D. Rezende de Almeida, A. Durza Lavallo, M. W. Dowbor, « Desinstitutionalização e resiliência dos conselhos no governo Bolsonaro », *SciELO Preprints*, 2022.

<sup>12</sup> C. Tomazini, « Une conjoncture critique pour les politiques sociales au Brésil ? L'ère post-PT et le gouvernement Temer (2016-2018) », in F. Andréani, Y. Bracho, L. Laplace, T. Posado (dir.), *Alternances critiques critiques et dominations ordinaires en Amérique latine. Crises, résistances et continuités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2024.

<sup>13</sup> Y. Bracho, « Militer dans l'Etat : sociologie des intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires à Caracas (Venezuela) », Lyon, Université Lumière Lyon 2, 2022.

- Deux conférences plénières (en anglais)
  - Rebecca Abers, professeure en science politique à l'Université de Brasília - Institut de science politique.
  - Carla Bezerra de Paiva, chercheuse en science politique et directrice de la Participation digitale du secrétariat général de la présidence du Brésil.
- Une table-ronde à propos de la circulation transatlantique du concept central du colloque, avec Gabriel Vommaro, professeur en sociologie politique de Universidad Nacional de San Martín et Claire Bénit-Gbaffou, maîtresse de conférences en urbanisme, Université Aix-Marseille.

#### 4. Résultats attendus

A la suite du colloque, nous développerons deux volets de valorisation, en termes de publication scientifique :

- Une publication scientifique au sein de la revue *Politix*, revue centrale de la discipline dont nous souhaitons actualiser le dossier dédié à la question des militantismes institutionnels apparu en 2005<sup>14</sup>. Une prise de contact va être initiée dès que le programme sera fixé ;
- Une publication de vulgarisation au sein de la revue *Projet*, dédiée aux enjeux de la participation à échelle française, et la revue *Nueva Sociedad*, au cœur des débats politiques en Amérique latine.

De plus, ce colloque sera l'objet d'une valorisation pédagogique par l'implication d'un ou deux stagiaires de licence sur un stage court (5 semaines), qui seront chargé.e.s, outre des missions logistiques liées à l'organisation du colloque, de réaliser des courtes vidéos de présentation de chacun des axes thématiques, ainsi que de la conférencière invitée, qui seront mises en ligne sur la page internet du colloque.

Enfin, les liens faits avec les chercheurs en Amérique Latine serviront d'appui pour le développement de partenariat de mobilités internationales pour les étudiants d'Avignon Université à l'avenir.

#### 5. Complémentarité de l'équipe du projet et contribution des participants

Les porteurs du projet, Yoletty BRACHO, Jessica SAINTY (AU, .JPEG) et Julien TALPIN (Université de Lille, CERAPS) ont diverses expériences de coopération scientifique ensemble, que ce soit au sein de l'Institut CPSN ou du GIS Démocratie et Participation<sup>15</sup>. Ils sont complémentaires scientifiquement par leurs travaux sur la participation à l'échelle française et internationale, ainsi que sur les usages politiques du numérique. Cette coopération s'est d'ailleurs actualisée récemment par la réponse commune à l'AMI-SHS, dans le cadre du projet lauréat porté par l'Université de Lille, Demo-CIS, à laquelle le .JPEG et CNE d'Avignon Université sont associés.

Ce projet s'appuie également sur un conseil scientifique, composé de personnes expertes des thématiques du colloque, et diversifié en termes disciplinaires, d'institutions, françaises ou latinoaméricaines, comme de carrières académiques.

---

<sup>14</sup> Magali Nonjon (dir), "Militantismes institutionnels", *Politix*, n° 70, vol. 2, 2005.

<sup>15</sup> Entre autres : G. Gourgues, A. Mazeaud, H. Nez, J. Sainty et J. Talpin, « Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique », *Sociologie*, 2021, N° 12, vol 1, pp.1-19.

**Colloque International**  
**Repenser les militantismes institutionnels**  
**Illibéralismes, participation et (dé)mobilisations**

19 et 20 juin, Avignon Université

Programme prévisionnel

**19 juin (1er jour)**

9h30 - 9h45. **Introduction** par Yoletty BRACHO, maîtresse de conférences contractuelle en science politique, Avignon Université - JPEG, et Julien TALPIN, chercheur en science politique au CNRS, Université de Lille - CERAPS.

9h45 - 12h15. **Panel 1 : Institutionnalisation des mobilisations et militantisme institutionnel**

« Penser l'institutionnalisation des féminismes à l'échelle régionale : les pôles académique et étatique de l'espace de la cause des femmes en Midi-Pyrénées (1976 – 1986) ». Justine ZELLER, maîtresse de conférences en histoire, Université de Toulouse Jean Jaurès - FRAMESPA.

« Entre contestation et coopération : l'institutionnalisation de la cause des femmes dans le théâtre public ». Cécile TALBOT, chercheuse postdoctorale, Université Lumière Lyon 2 - Centre Max Weber.

“L'enrôlement institutionnel des représentants syndicaux : comment repenser les effets de formatage de la participation au dialogue social ? ». Baptiste GIRAUD, maître de conférences HDR en science politique, Université Aix-Marseille - LEST.

« Activisme institutionnel en contexte d'érosion démocratique : les collectifs urbains de Porto Alegre face à la suspension par le bas du budget participatif ». Jonas LEFEBVRE, doctorant en science politique, Université de Montréal.

**Discussion :**

Jean Louis BRIQUET, directeur de recherche au CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - CESSP.

Amin ALLAL, chargé de recherche au CNRS, Université de Lille - CERAPS.

12h15 - 13h30 : Pause déjeuner.

13h30 - 14h45 : *Keynote speak* par Rebecca ABERS, professeure en science politique à l'Université de Brasília - Institut de science politique.

Discussion : à confirmer.

14h45 - 15h : Pause café.

15h - 17h. **Panel 2 : Tensions dans le militantisme institutionnel. Ambivalences des rôles militants**

« 'Ré-enchanter l'action pour maintenir son engagement professionnel. Le cas de l'activisme institutionnel dans les politiques locales de participation citoyenne et de protection de l'environnement ». Adrien MOLLARET, post-doctorant en science politique, INRAE.

« Le militantisme institutionnel dans la « politique de la ville » : transformation ou reproduction des hiérarchies locales de genre, classe et race ? ». Alice DAQUIN, chercheuse postdoctorale, Université d'Amsterdam.

« Accès aux droits, tu perds ton sang-froid ? De l'accompagnement à la résistance : quand les intermédiaires contestent la maltraitance institutionnelle dans l'accès aux droits sociaux ». Nadia OKBANI, maîtresse de conférences en science politique, Université Toulouse Jean Jaurès - CERTOP.

Discussion :

Magali NONJON, maîtresse de conférences en science politique, Sciences Po Aix - MESOPOLHIS.

Jessica SAINTY, maîtresse de conférences en science politique, Avignon Université - JPEG.

17h - 17h15 : Pause café.

17h15 - 18h30 : présentation recherche-action Carla BEZERRA DE PAIVA, chercheuse en science politique (Université de Brasília - Cebrap) et directrice de la Participation digitale du secrétariat général de la présidence du Brésil.

Discussion :

Julien TALPIN, chercheur en science politique au CNRS, Université de Lille - CERAPS.

## 20 juin (2ème jour)

### 9h30 - 12h. **Panel 3 : Militer dans l'État. Intermédiations et reconversions des ressources militantes**

« Militer dans, en dehors et à l'interface de l'institution métropolitaine : le rôle des intermédiations militantes dans l'élaboration collaborative et conflictuelle du Règlement Local de Publicité (RLP) de la Métropole de Lyon ». Adrien BIDAUD-BONOD, doctorant en science politique, Université Lumière Lyon 2 - Triangle.

« Les expériences de militantisme institutionnel : une ressource pour les élu·e·s de quartier de l'opposition dans une ville de centre-droit ? ». Noelia NOYA IGLESIAS, doctorante en sociologie, EHESS / Université nationale Général Sarmiento - CMH / CERREV.

« Entrisme ou cooptation ? Trajectoires de vingt-févrieristes du dehors au-dedans des institutions ». Lina BENCHEKOR, doctorante en science politique, Université Aix Marseille - Mesopolhis.

« From commune to mayor's office and national communal organization: transformations in Chavista institutional activism within El Maizal », Carlos G. TORREALBA M, chercheur associé, Université Autonome du Mexique - IISUNAM.

#### Discussion :

Lorenzo BARRAULT - STELLA, chargé de recherche HDR au CNRS, Université Paris 8 - CSU - CRESPPA.

Yoletty BRACHO, maîtresse de conférences contractuelle en science politique, Avignon Université - JPEG.

12h - 13h15 : Pause déjeuner.

13h15 - 14h45. Table-ronde « Conceptualiser le militantisme institutionnel en contexte » avec Gabriel VOMMARO, professeur en sociologie politique, Universidad Nacional de San Martín - EIDAES et Claire BENIT-GBAFFOU, maîtresse de conférences en urbanisme, Université Aix-Marseille - MESOPOLHIS.

#### Discussion : à confirmer.

14h45 - 15h : Pause café.

15h - 17h. **Panel 4 : Un activisme institutionnel discret et contraint ? Frontières conceptuelles**

« Résistances silencieuses : micro-décideurs et reconfiguration des évaluations au sein du Hcéres ». Mathis D'AQUINO, chargé d'enseignement en science politique, Sciences Po Bordeaux - Centre Emile Durkheim.

« L'impossible militantisme institutionnel ? Des agents de l'État local en prise avec le regard policier sur l'octroi des subventions publiques (France) ». Pablo CORROYER, chercheur postdoctoral, Université de Lille - CERAPS.

« Défendre le travail, légitimer les licenciements. Le paradoxe d'une génération militante de l'inspection du travail (1975-1986) ». Guillaume GOURGUES, maître de conférences en science politique, Université Lumière Lyon 2 - Triangle.

**Discussion :**

Ouassim HAMZAOU, maître de conférences en science politique, Avignon Université - JPEG.

Marie Hélène SA VILAS BOAS, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Côte d'Azur - Ermes.

17h - 17h30. **Conclusion**